

[panorapresse.ouest-france.fr](https://panorapresse.ouest-france.fr)

## Scènes de tension au Havre : des lycéens et profs dénoncent une intervention policière brutale

5-6 minutes



Des lycéens et des enseignants dénoncent une intervention policière brutale devant le lycée Claude-Monet du [Havre](#), mardi 31 mars 2026 en matinée, alors que l'établissement faisait l'objet d'un blocage. | Photo DR

Des lycéens et enseignants dénoncent une intervention policière brutale après un blocage au lycée Claude-Monet, au [Havre](#), mardi 31 mars 2026 en matinée. Coups, gaz lacrymogène et ressentis de panique sont évoqués, tandis que les autorités défendent des motifs de sécurité et de fin de blocage.

Plusieurs lycéens et, fait notable, des enseignants, dénoncent des violences policières survenues devant le lycée Claude-Monet, au [Havre](#), mardi 31 mars 2026 en matinée.

Depuis plusieurs jours, la grogne monte parmi les lycéens de cet établissement, en raison de la suppression de moyens envisagée par le rectorat à la rentrée 2026.

Dans ce contexte, des lycéens ont organisé un « barrage filtrant » devant l'établissement. Un barrage qui a conduit le chef d'établissement à solliciter une intervention des forces de l'ordre (compagnie d'intervention et brigade motorisée) « pour des impératifs de sécurité », précise le rectorat. « En effet, le blocage de l'accès principal par des manifestants a contraint une centaine d'élèves à rester rassemblés devant l'établissement, dans l'impossibilité d'accéder à leurs cours. La circulation importante sur l'axe routier bordant le lycée justifiait pleinement cette mesure de mise en sécurité », développe l'autorité académique. La préfecture de la [Seine-Maritime](#), que Le Havre Paris Normandie a interrogée, évoque, elle, le fait « d'évacuer des manifestants extérieurs à l'établissement qui en bloquaient l'entrée ».

### Des policiers « arrivés sans sommation »

En tout cas, l'intervention policière s'est révélée, selon plusieurs protagonistes, brutale. Alors que, selon les mêmes, la situation ne le justifiait pas. L'action lycéenne n'était « pas du tout violente, il y avait de la musique », souligne Éric Jouffret, enseignant de Claude-Monet et secrétaire académique du SNEP-FSU, présent sur les lieux. « Les policiers sont arrivés sans sommation, alors que les manifestants ne les interpellaient même pas », rebondit Méline, une professeure des écoles elle aussi présente.

Maryne, lycéenne en première ligne, raconte la violence du premier contact : « Ils arrivent avec les boucliers et je suis la première qui me prend le bouclier ». Elle rapporte également l'usage de la force physique directe, mentionnant qu'« un CRS [sic] nous mettait des coups de matraque aux jambes pour qu'on bouge ».

Éric Jouffret le dit sans ambages : « Il y a eu une charge des forces de l'ordre avec gazage, avec du coup un élève qui a fait un malaise, des coups qui ont été portés ». L'élève dont il parle s'est en fait présenté à nous comme un salarié de 19 ans, militant communiste. Selon lui, il est agrippé à une barrière lorsqu'un policier l'agresse verbalement et tente de le gazer. Immédiatement après, il subit une contrainte physique violente : « Ça m'a étranglé un moment », exprime-t-il, ajoutant qu'il sentait ne pouvoir « plus trop respirer ». Alors qu'il commence à suffoquer, un second policier intervient en lui portant des « coups dans la tête » avec la paume de la main, geste que le jeune homme interprète comme la volonté du second policier de desserrer l'étreinte de son collègue. Ces coups le font tomber au sol, le laissant dans un état « semi-conscient ». Comme des manifestants tentent de lui porter assistance, ils sont repoussés, toujours selon le jeune homme, par des « coups de bouclier ». C'est finalement un tiers qui parvient à l'extraire de la mêlée par l'arrière.

### Un gaz décrit comme très agressif

Un point central des témoignages concerne la nature du gaz utilisé par les forces de l'ordre. Les témoins décrivent en effet une substance colorée, rouge ou orange, particulièrement agressive. « Ça brûle même le tour des yeux, la peau », livre Alexine, une lycéenne qui en a reçu. Elle confie sa détresse psychologique après les faits, car en proie à une « crise d'angoisse ». Méline, la professeure des écoles, qui a aussi reçu du gaz, a pensé, elle, qu'elle « allait perdre un œil ».

« Ce n'est pas admissible. On ne gère pas comme ça une mobilisation de jeunesse », s'indigne Éric Jouffret, ajoutant que son syndicat va « demander des comptes » au rectorat, afin que des explications soient fournies.

### Le point de vue de la préfecture

Sur ce point, le rectorat renvoie à la préfecture, « seule habilitée à communiquer sur les opérations de maintien de l'ordre ».

Voici le point de vue des services de l'État : « Un lycéen qui se tenait à une des barrières a été retiré de celle-ci par les forces de l'ordre, avant de se jeter volontairement au sol. Afin de mettre fin au face-à-face avec les manifestants, les forces de l'ordre ont fait usage de gel lacrymogène. Les manifestants ont quitté les lieux une heure après l'intervention. Les policiers sont restés sur place, aucune sollicitation pour personne blessée n'a été enregistrée. Les secours ne sont pas intervenus ». Un point de vue différent donc, sur certains points, des témoignages que nous avons recueillis.